



CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVENANT N° 2

Entre les soussignés :

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du conseil de communauté en date du 4 novembre 2021,

ci-après dénommé « la CAPG »,

Et

❖ **Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération de son conseil municipal en date du 9 novembre 2021,

ci-après dénommé « la Commune »,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET	
--------------------------	--

Par délibération du conseil de communauté en date du 1^{er} avril 2021, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a décidé de confier la Maîtrise d'Ouvrage à la Commune de Grasse pour la réalisation du programme ci-après :

**CRÉATION D'UN CAMPUS UNIVERSITAIRE
RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE A GRASSE**

Le présent avenant a pour objet de modifier les modalités de répartition du plan de financement du projet « création d'un campus étudiant vert rue de l'ancien Palais de Justice à Grasse » en y intégrant notamment sur la partie dépenses, les incidences de l'envolée des prix et des aléas rencontrés.

Sur la partie recettes, est également réajustée à la hausse la subvention de la Région CRET 2.

L'enveloppe financière prévisionnelle pour la partie déléguée de la maîtrise d'ouvrage s'élève désormais à la somme de 7 864 681,95 € TTC contre 6 483 396, 75 € TTC dans la convention initiale.

ARTICLE 2 – MISSION DE LA COMMUNE	
--	--

- Inchangé

ARTICLE 3 – ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE	
--	--

- Inchangé

ARTICLE 4 – MODE DE FINANCEMENT

Il convient de modifier le plan de financement pour la partie déléguée de l'opération de la façon suivante :

4-1 Financement

Le financement de l'opération, en ce qui concerne la partie déléguée de la maîtrise d'ouvrage, sera assuré suivant **le nouveau plan de financement prévisionnel** suivant :

PLAN DE FINANCEMENT DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

	COMPTE	DEPENSES	COMPTE	RECETTES
Etudes préalables	458103	96 052,68		
Bureau de contrôle	458103	32 000,00		
Mission CSPS	458103	11 000,00		
Assistance Maîtrise d'Ouvrage	458103	24 970,00		
Maître d'œuvre	458103	588 990,00		
Travaux	458103	5 800 888,95		
Subvention Etat DSIL			458203	506 938,15
Subvention Région CRET 2			458203	2 888 771,00
Subvention département			458203	1 920 000,00
Emprunt			458203	456 610,20
FCTVA (part Ville)			458203	131 499,66
FCTVA (part CAPG)			458203	1 290 122,43
CAPG			458203	666 598,01
PENALITES			458203	4 142,50
TOTAL HT		6 553 901,63		7 864 681,95
TVA		1 310 780,33		0,00
TOTAL TTC		7 864 681,95		7 864 681,95

Ce plan sera finalisé après l'obtention des diverses subventions et permettra de déterminer le montant de la part restant in fine à la charge de la Communauté. Le montant de l'emprunt nécessaire au financement de l'opération restera lui inchangé.

Considérant que la Ville de Grasse étant la Collectivité qui a constaté et constatera l'ensemble des dépenses liées à l'opération, elle sera en charge du recouvrement de l'ensemble des subventions accordées par les partenaires institutionnels.

4.2 Avances versées par la CAPG

La Communauté d'agglomération s'est engagée à verser des participations permettant de couvrir l'avancement du projet selon un échéancier d'un appel de fonds convenu entre les deux parties pour un montant de 2 150 000 €.

4.3 Remboursement

- Inchangé

• 4.4 Reversement subvention du Conseil Départemental

La subvention du Conseil Départemental prévue au plan de financement pour un montant de 1 920 000 € TTC sera directement perçue par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, cette dernière devra être reversée à la Ville de Grasse sur la base des montants effectivement perçus.

Ces reversements viendront se cumuler avec les avances consenties par la CAPG pour les montants suivants :

- Avances : 2 150 000 € ;
- Reversement subvention Conseil Départemental : 1 920 000 €.

	ARTICLE 5 – RÉMUNÉRATION DE LA DÉLÉGATION	
--	--	--

- Inchangé

	ARTICLE 6 – CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE	
--	--	--

- Inchangé

	ARTICLE 7 – CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	
--	--	--

- Inchangé

	ARTICLE 8 – ACHÈVEMENT DE LA MISSION	
--	---	--

- Inchangé

	ARTICLE 9 – DURÉE DE LA CONVENTION	
--	---	--

- Inchangé

	ARTICLE 10 – CAPACITE D’ESTER EN JUSTICE	
--	---	--

- Inchangé

	ARTICLE 11 – ASSURANCES / RESPONSABILITE	
--	---	--

- Inchangé

Fait à Grasse, le

Pour la Commune de Grasse

Pour la Communauté
d’Agglomération du Pays
de Grasse

La 1^{ère} Adjointe
Valérie COPIN

Le Président
Jérôme VIAUD